

**Réunion du Conseil exécutif national
Mercredi 28 juin 2017
Bureau national (salle de conférence 1967), 4^e étage
100, rue Queen, Ottawa (Ontario)**

PROCÈS-VERBAL

Présences : S. Maguire (*président de séance suppléant*), N. Burron, A. Butler, C. DesRochers, G. Phillips, A. Picotte, N. Pothier, S. Powell, P. Scholey et E. Tremblay

Par téléconférence : I. Borré (*membre du personnel de direction*), M. Collins, M. Dyck, N. Giannakoulis, J. Hove, A. Nemec, J. Porter, J. Squires et C. Vézina (*membre du personnel de direction*)

Invités : Les conseillers juridiques Peter Engelmann (Goldblatt Partners) et Karen Jensen (Norton Rose Fulbright) (*tous deux présents uniquement pendant la portion antérieure du huis clos*)

Ouverture de la séance/observations préliminaires

Le président de séance suppléant, Sean Maguire, déclare la séance officiellement ouverte vers 16 h 15. L'atteinte du quorum est constatée. Pour gagner du temps, P. Engelmann est la première personne à avoir pris la parole, suivi de K. Jensen, qui présente une mise à jour tirée de son analyse et de la lettre adressée par Deborah Jelly, de Charron Human Resources Inc.

Résolution visant à passer au huis clos

Présentée par : A. Picotte

Appuyée par : N. Pothier

Vote à main levée : Résolution adoptée à l'unanimité

1. Adoption de l'ordre du jour de la réunion du CEN tenue le 28 juin 2017

L'ordre du jour est modifié afin de revoir l'ordre des priorités. En outre, les « points laissés en suspens » (*c.-à-d., les points que le CEN pourrait ou devrait régler avant les vacances d'été*) sont définis et seront traités dans l'ordre suivant : points prévus dans le rapport de la présidente et non encore examinés, mise à jour de l'audit juricomptable, questions juridiques (*par ex., mise à jour concernant le litige lié à la poursuite d'un ancien auditeur*)

contre l'ACEP, honoraires d'avocat pour E. Tremblay, etc.), Comité d'audit, état de préparation des élections, adoption de procès-verbaux antérieurs et rapports mensuels du VP sur les prochaines étapes. Tous les points à l'ordre du jour non encore examinés pourraient être traités dans le cadre de réunions extraordinaires du CEN devant se tenir au cours des mois d'été.

Présentée par : G. Phillips

Appuyée par : A. Picotte

Vote à main levée : Résolution adoptée à l'unanimité

2. Adoption des procès-verbaux de réunions antérieures du CEN

Les procès-verbaux des réunions du 29 mars, du 26 avril, du 4 mai et du 31 mai 2017 du CEN sont soumis à l'examen et à l'approbation des membres présents. Il est rappelé à ces derniers que l'examen des procès-verbaux nécessite un engagement sérieux de la part de tous pour bénéficier d'un processus d'approbation rapide, et il est réitéré combien il importe de présenter des observations sur les procès-verbaux, ou de modifier ceux-ci, bien avant la tenue de la réunion.

PAUSE-SANTÉ

(G. Phillips quitte la réunion à 20 h 18)

Résolution visant à approuver l'intégralité des quatre procès-verbaux du CEN datés du 29 mars, du 26 avril, du 4 mai et du 31 mai 2017

Présentée par : A. Butler

Appuyée par : M. Collins

Les membres du CEN examinent chaque procès-verbal de façon distincte et formulent les observations suivantes :

Procès-verbal de la réunion du CEN tenue le 29 mars : En ce qui concerne la résolution n° 20170329 – 07 touchant la reconnaissance du nombre d'années passées par S. Mullen à titre de bénévole au sein de l'ACEP, il est reconnu que le CEN n'a pas été en mesure de respecter l'échéance fixée car aucune assemblée générale n'a eu lieu. Il est confirmé que le certificat sera présenté à S. Mullen à la prochaine AGA.

Procès-verbal de la réunion du CEN tenue le 4 mai : En ce qui concerne la résolution n° 20170504 – 01 relative à l'approbation de signatures visant des plaintes fondées sur le règlement 5, il convient d'y prévoir qu'il faudra l'inclure officiellement à la prochaine AGA puisqu'elle est actuellement appliquée.

D'autres modifications sont précisées et consignées, et elles seront apportées en conséquence.

(J. Hove se joint à nouveau à la réunion par conférence téléphonique à 20 h 28)

(G. Phillips se joint à nouveau à la réunion par conférence téléphonique à 20 h 31)

Les résultats relatifs à l'adoption de chaque procès-verbal sont les suivants :

Procès-verbal de la réunion du CEN tenue le 29 mars : Tous en faveur avec
3 abstentions (G. Phillips, P. Scholey, J. Hove)

Procès-verbal de la réunion du CEN tenue le 26 avril : Tous en faveur avec
3 abstentions (G. Phillips, P. Scholey, J. Hove)

Procès-verbal de la réunion du CEN tenue le 4 mai : Tous en faveur avec
4 abstentions (A. Nemec, G. Phillips, J. Hove, S. Powell)

Procès-verbal de la réunion du CEN tenue le 31 mai : Tous en faveur avec
3 abstentions (G. Phillips, J. Hove, S. Powell)

3. Rapports des comités

3.1 Rapport de la présidente

- E. Tremblay propose de fixer la date pour la tenue de l'AGB pendant la semaine du 11 septembre ou celle du 18 septembre de sorte qu'elle coïncide avec les formations en langues française et anglaise prévues au cours de cette période. Une telle date donnerait également l'occasion d'examiner les documents relatifs au budget, lesquels sont assujettis à des délais, et d'avoir un échange de vues à cet égard.
- L'ACEP a participé au nouveau Groupe de travail sur l'inclusion et la diversité, et une réunion a eu lieu aujourd'hui pour discuter de recommandations pour l'avenir, des moyens propres à élargir l'équité en matière d'emploi, de l'ajout d'autres dimensions de la diversité, etc. L'ACEP participe activement à différents événements préalables à la publication du rapport d'étape.
- En collaboration avec l'AFPC, l'ACEP a également participé aux travaux d'un comité technique et d'un autre comité directeur relativement au mémoire d'entente concernant la convention collective EC. Ces travaux se poursuivent, et une réunion aura lieu prochainement avec le Comité directeur au sujet du mémoire d'entente avec l'IPFPC qui a été adopté par le groupe TRGRC : une réunion a eu lieu la semaine dernière avec certains interlocuteurs au CT. Ils ont confirmé qu'un processus dans le cadre duquel les civils seraient réputés appartenir au groupe EC ou TR était en cours d'élaboration. Par contre, si ce processus prenait effet, les conditions d'emploi des personnes visées changeraient du jour au lendemain. Afin de protéger une partie de leurs avantages actuels, le CT a proposé que l'ACEP envisage la possibilité de conclure un protocole d'entente prévoyant le gel de leurs conditions d'emploi jusqu'à ce que le groupe EC et le groupe TR terminent leur prochaine ronde de négociation. En conséquence, au lieu de procéder à une demande d'accréditation par l'entremise du Conseil, une autre solution consistant à présenter une « demande fondée sur l'article 58 », soit le consentement mutuel des parties, serait généralement favorisée. La situation avance.
- E. Tremblay a effectué une tournée auprès des sections locales régionales et, dans l'ensemble, bon nombre de personnes s'y sont présentées. SPAC et le CT ont fait face à quelques défis sur le plan de la communication quant à la mise en place du

système Phénix parce que l'on s'attendait à ce que certains ajustements aient lieu au cours de la période de paye actuelle. Or, le CT a précisé qu'en réalité, ces mesures n'étaient prévues que pour le prochain cycle de paye.

Mesure de suivi : Compte tenu de ce problème de communication, il est recommandé d'envoyer un autre communiqué aux membres pour les informer de la situation.

C. Vézina ajoute des précisions sur les ressources affectées aux griefs touchant Phénix : les portefeuilles des agents des relations du travail ont fait l'objet d'une réorganisation il y a plus d'un mois et il a été décidé d'affecter un seul agent des relations du travail (*c.-à-d., Jake Bizana*). Monsieur Bizana a réuni l'ensemble des dossiers et il a rencontré les agents des relations du travail. À l'heure actuelle, on compte environ 170 cas sans caractère officiel, et environ 31 griefs ont été déposés officiellement. Certains ministères sont en mesure de résoudre les litiges plus rapidement que d'autres. De manière générale, la rétroaction donne à penser que les membres sont réticents à déposer des griefs en bonne et due forme. Un sondage portant sur Phénix et visant à définir les problèmes liés à ce système a été présenté aux membres. Demain ou la semaine prochaine, monsieur Baizana communiquera avec un certain nombre de répondants choisis pour tenter de déterminer l'origine de ces difficultés.

À titre de membre, A. Butler a brièvement abordé les travaux du Sous-comité technique concernant l'affaire Phénix. Un rapport de 22 pages a été produit et présenté ensuite au comité du Cabinet. Le rapport sera ultérieurement communiqué au CEN, mais il comporte actuellement des renseignements classés confidentiels. Pour l'essentiel, le rapport critique et conteste fortement le projet de SPAC visant à atteindre ce qu'il appelle l'« état stable ». Les ressources humaines ont subi une pression considérable.

Il a vivement été recommandé que le CEN dispose d'un large champ d'action en la matière auprès des sections locales et que l'on incite les membres à ne pas imputer cette pression, au fil du temps, aux seules préoccupations liées à Phénix. Comme il s'agit d'un problème systémique plus étendu, il faut insister davantage sur l'importance d'avoir la maîtrise de la qualité des données en amont au sein de chaque ministère distinct.

Recommandations : Il est recommandé et convenu d'ajouter à l'ordre du jour des prochaines réunions, à titre de point permanent, la mise à jour d'A. Butler au sujet du Sous-comité technique sur Phénix.

De plus, comme on peut s'attendre à davantage de problèmes concernant les augmentations économiques et les salaires rétroactifs, il est recommandé d'obtenir une certaine formation en la matière et, éventuellement, de mettre sur pied avec des dirigeants des agents des relations du travail un CDSL chargé des problèmes liés à Phénix, d'obtenir des instructions par étape sur la façon d'informer les membres au sein des sections locales, et d'adopter une approche cohérente à cet égard. Il est proposé que la présidente, par l'entremise de l'intermédiaire, donne des instructions au personnel pour qu'il organise une entité de ce genre avec l'assistance d'A. Butler.

3.2 Rapport - Services professionnels

C. Vézina procède actuellement à la collecte de données et à l'élaboration d'un résumé des affaires en cours. Il entend présenter un rapport au CEN dans les semaines qui viennent.

3.3 Rapport - Opérations

- I. Borré a travaillé à la Politique sur l'absentéisme, qui a été par la suite examinée par le Comité des RH.
- I. Borré négocie actuellement avec TPC en vue de réduire la facture finale.
- Des discussions sont en cours avec InSite afin d'élaborer un outil (*comme un portail distinct pour le CEN*) qui facilitera la gestion des documents de gouvernance et l'accès à ceux-ci.
- I. Borré a également travaillé avec la compagnie d'assurance et les auditeurs.
- E. Tremblay a fait allusion à certains problèmes touchant les rôles et les fonctions du personnel des opérations (*c.-à-d., le personnel administratif*) et aux graves conséquences sur l'ensemble des opérations puisque les arrangements relatifs au télétravail limitent grandement la possibilité d'accélérer les choses.

À l'heure actuelle, deux postes sont temporairement vacants et, comme l'a mentionné le syndicat, ils doivent être comblés à titre provisoire. Comme il est prévu que l'un des employés doit revenir le 31 juillet, E. Tremblay estime qu'il ne vaut peut-être pas la peine de combler ce poste, compte tenu de la courte période en cause. Selon la convention collective, il pourrait être possible d'embaucher des étudiants comme employés occasionnels ou stagiaires pour l'été. Une autre solution proposée, qui a apparemment été rejetée par le syndicat, aurait consisté à confier à l'intermédiaire la tâche d'assumer provisoirement diverses fonctions administratives et à lui offrir un poste doté pour une période déterminée. Cette avenue pourrait être examinée à nouveau lorsque le syndicat aura fourni de plus amples précisions à ce sujet.

3.4 Autres rapports de comités

- E. Tremblay a brièvement lu le rapport du Comité des jeunes membres, dans lequel on demande une réunion avec le CEN au cours du mois de juillet pour échanger des idées et discuter d'éventuelles résolutions dans le cadre d'un milieu de travail mutuellement positif. Cette réunion serait précédée d'une brève mise à jour concernant les travaux de leur comité.
- Le rapport du Comité de mobilisation et celui du Comité d'éducation seront affichés sur le site Web. On a rappelé qu'il convient, au moment de soumettre des modifications au Comité de mobilisation, d'ajouter un lien pour les voix autochtones, qui se font de plus en plus présentes.
- Le sous-comité des RH a également présenté un rapport, lequel se trouve dans le « Dropbox » et est prêt à être affiché en ligne.
- En ce qui concerne le Comité d'audit, le président de celui-ci, Sami Rehman, avait l'intention d'assister à la réunion ce soir, mais il a précisé que sa vision des choses a changé à la lumière de certains des échanges en cours. Il a antérieurement fourni

une mise à jour par courriel à l'ensemble du CEN et demandé que ce document soit considéré comme le rapport du Comité au CEN.

Il est rappelé aux membres du CEN d'envoyer tous leurs rapports à l'attention de Sarah et de bien identifier la personne qui présente les rapports en question.

4. Points soulevés (réunions estivales du CEN)

Il est proposé de prévoir quelques réunions en soirée au cours de l'été (juillet et août) pour examiner certains points non réglés. Comme il n'y a pas eu de vacances d'été l'année passée, cette proposition a été reçue avec une certaine réticence. Malgré les inconvénients que cela peut poser, il est rappelé qu'il s'agit de la nature de la responsabilité endossée et que cette mesure est nécessaire. En outre, pour les réunions subséquentes, il est fortement suggéré de tenter de lever la séance au plus tard à 22 h.

5. Points devant être approuvés

Comité de négociation de la Bibliothèque du Parlement – La résolution suivante a été présentée :

Il est résolu qu'Alex Smith, Maxime Charron-Tousignant, Holly Porteous et Nathalie Pothier soient nommés en qualité de membres du comité de négociation de la Bibliothèque du Parlement conformément au paragraphe R 7.1.1.

Présentée par : E. Tremblay

Appuyée par : M. Collins

Abstention : (1) N. Pothier

Vote à main levée : Résolution adoptée à l'unanimité

Modifications relatives aux Statuts et aux Règlements : Les recommandations touchant les modifications ont été préalablement soumises à l'examen des membres. Le nombre des multiples propositions reflétera cette situation. Il est recommandé de renvoyer toutes les propositions au CSR, lequel rendra ensuite compte au CEN. Suivant le paragraphe R 13.2.5, un débat au sein du CEN portant sur la raison d'être des modifications proposées se tiendra dans un proche avenir.

Résolution visant à renvoyer toutes les modifications aux Statuts et aux Règlements en une même liasse, et non de façon séparée, au CSR

Présentée par : M. Collins

Appuyée par : J. Porter

Discussion : Certaines précisions sont données au sujet de la résolution. Les membres du CEN discutent des avantages et des inconvénients à séparer les modifications et se demandent s'il y a lieu de soumettre celles-ci au vote de façon individuelle.

La résolution est retirée

Après d'autres discussions, il est proposé et convenu de tenir une autre réunion dans une semaine afin de régler cette question en tant que point prioritaire.

(G. Phillips quitte la réunion à 22 h 26)

Il est décidé de fixer une réunion au mardi 4 juillet, à 18 h, afin d'examiner certaines des modifications et d'autres points laissés en suspens (*c.-à-d., des discussions sur les mesures de cessation d'emploi et le règlement 5*). Une deuxième réunion sera fixée la semaine suivante, soit le 13 juillet, à 18 h, pour examiner les modifications proposées par M. Collins et A. Nemec. Le CSR sera immédiatement informé qu'il devra s'attendre à recevoir des documents en liasse.

Résolution visant à lever la séance

Présentée par : M. Dyck

La réunion du CEN est officiellement levée à 22 h 53, HAE.

* * * * *

Le présent procès-verbal rend fidèlement compte de la réunion du Conseil exécutif national tenue le 28 juin 2017.

APPROUVÉ par :

Président de la séance

Date